Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

9 mars 2005

N°282 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA PRÉPARATION DE LA « RÉVOLUTION DES CÈDRES »

Les plans de l'US Committee for a Free Lebanon

Pendant huit ans, l'U.S. Committee for a Free Lebanon a patiemment élaboré un dossier médiatique et juridique pour créer la situation actuelle. Cette association, liée aux phalangistes et proche des gouvernements israélien et états-unien, a préparé l'attaque de la Syrie et manipulé l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafik Hariri. Elle est parvenue à intoxiquer l'opinion publique internationale et à faire croire à la culpabilité des ba'asistes dans cet attentat. Jusqu'à ce que, hier, un million et demi de Libanais manifestent contre l'ingérence US et en soutien à la Syrie.

page 2

L'évolution égyptienne vue d'ici

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Hosni Moubarak a décidé de présenter un amendement à la constitution égyptienne autorisant plusieurs candidats à concourir à l'élection présidentielle. Pour beaucoup, c'est le signe d'un retrait progressif du président égyptien. Mais la problématique qui domine dans la presse occidentale est celle du rôle de l'administration Bush dans ce processus. Le débat oppose deux enseignants égyptiens de l'université américaine du Caire.

page 8

REPÈRE : 6 MARS 1983

Le viol de Cheryl Araujo

Dans la soirée du 6 mars 1983, dans la banlieue de New Bedford, Massachusetts, une jeune femme, Cheryl Araujo, entre dans un bar pour y acheter des cigarettes. Elle en émergera trois heures plus tard, vêtements arrachés, visage tuméfié et ayant été violée à plusieurs reprises et en public par des clients du bar, notamment sur la table de billard et sur le flipper. La salle était comble, personne n'a appelé la police malgré les cris de la victime, certains ont même applaudi et sifflé la « *performance* ». La presse s'empare de l'affaire et lors du procès les moralisateurs se déchaînent. « *Une fille qui vient dans ce genre d'endroit, on sait bien ce qu'elle vient y chercher, qu'elle ne vienne pas pleurer ensuite* », déclare le pasteur conservateur Pat Robertson. La défense explique que, en acceptant de boire un verre avec ses agresseurs, la victime a implicitement donné son accord et qu'il s'agit donc d'une relation sexuelle consentie. « *Elle criait 'non' et se débatait, mais cela fait partie du jeu* ». Seuls quatre des violeurs seront condamnés, les complices et les spectateurs passifs sont relaxés. En 1988, *The Accused*, un film sur l'affaire, avec Jodie Foster, relancera le débat sur le droit d'une femme à dire « *non* » jusqu'au bout. ■

PROVOCATION : BUSH NOMME À L'ONU UN PARTISAN DE LA DISSOLUTION DE L'ORGANISATION

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe dans les chancelleries : le président George W. Bush a nommé John R. Bolton ambassadeur des États-Unis à l'ONU. Or, militant d'extrême droite ayant toujours vécu dans l'ombre de Dick Cheney, Bolton est un adversaire résolu de l'Organisation des Nations unies, dont il réclame la dissolution pure et simple. En outre, il ne cache pas publiquement, depuis ses déclarations fracassantes de Tel-Aviv, en février 2003, qu'après l'Irak, le Pentagone devra « *traiter* » la Syrie et l'Iran.
Sa nomination ne se comprend donc que comme la confirmation de la volonté de Washington d'attaquer la Syrie et l'Iran, en passant outre l'ONU si le Conseil de sécurité venait à s'y opposer. ■

La préparation de la « révolution des cèdres »

Les plans de l'US Committee for a Free Lebanon

Pendant huit ans, l'U.S. Committee for a Free Lebanon a patiemment élaboré un dossier médiatique et juridique pour créer la situation actuelle. Cette association, liée aux phalangistes et proche des gouvernements israélien et états-unien, a préparé l'attaque de la Syrie et manipulé l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafik Hariri. Elle est parvenue à intoxiquer l'opinion publique internationale et à faire croire à la culpabilité des ba'asistes dans cet attentat. Jusqu'à ce que, hier, un million et demi de Libanais manifestent contre l'ingérence US et en soutien à la Syrie.

Le Comité états-unien pour un Liban libre (U.S. Committee for a Free Lebanon - USCFL) a été créé fin 1997 par un banquier de Wall Street, Ziad K. Abdelnour. De double nationalité états-unienne et libanaise, ce financier est issu d'une famille de politiciens libanais : son père, Khalil Abdelnour, fut député de 1992 à 2000 ; son oncle, Salem Abdelnour, de 1960 à 64, puis de 1972 à 92 ; son cousin par alliance, Karim Pakradouni, est le président des Phalanges.

La création de cette association répondait au vœu des néoconservateurs de « *remodeler le Proche-Orient* », elle correspondait à une stratégie formulée à

l'intérieur de l'American Enterprise Institute et de sa branche électorale, le Project for a New American Century, et coordonnée avec le Likoud israélien via le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA). L'USCFL était conçu pour jouer, dans sa zone d'action, un rôle équivalent à l'Iraqi National Congress d'Ahmed Chalabi pour l'Irak. D'ailleurs, son objectif principal n'était pas de prendre le pouvoir au Liban, mais de « *renverser le régime en Syrie* ».

À partir de 1999, le Comité commença à publier le *Middle East Intelligence Bulletin* (MEIB). La rédaction de ce mensuel est composée de Michael Rubin et Thomas Patrick Carroll, sous l'autorité de Gary C. Gambill.

Gary Gambill

Ces trois hommes sont connus pour leurs liens avec la CIA. Michael Rubin s'est trouvé pendant l'année et demi qui a suivi l'invasion de l'Irak, conseiller spécial de Donald Rumsfeld et de L. Paul Bremer III ; Thomas Patrick Caroll est un ancien agent de la CIA. Quant au rédacteur-en-chef, Gary C. Gambill, c'est un salarié de la Freedom House (une officine de l'Agence).

En mai 2000, l'USCL et le Middle East Forum de Daniel Pipes [1] se sont associés pour créer un Groupe de travail commun sur le Liban et publier un rapport intitulé *Mettre fin à l'occupation syrienne du Liban : le rôle des États-Unis* [2]. Il assure que l'intérêt des États-Unis est d'utiliser le Liban comme moyen de pression sur la Syrie afin de la contraindre à accepter l'occupation israélienne du Golan et à cesser de soutenir les revendications palestiniennes. Il préconise de soutenir l'opposition libanaise, de prendre des sanctions économiques contre la Syrie, voire d'engager une action militaire contre elle. À ce propos, le rapport indique que Washington ne doit pas tarder car Damas serait en train de se doter d'armes de destruction massive. Retrospectivement, la lecture de ce document, passé presque inaperçu à l'époque, surprend par sa franchise. Il emprunte certains éléments à un projet rédigé en 1996 pour Benjamin Netanyahu, *Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume (d'Israël)* [3]. La rhétorique et les objectifs de la future administration Bush y sont déjà entièrement énoncés. Le rapport est signé par les 31 membres du Groupe de travail, tous des personnalités néoconservatrices ou sionistes. Plusieurs d'entre eux occupent aujourd'hui des postes clé dans l'administration Bush : Elliott Abrams [4] est n°2 du Conseil national de sécurité ; Paula Dobriansky est sous-secrétaire d'État ; Douglas Feith est sous-secrétaire à la Défense ; Jeane Kirkpatrick est ambassadrice à Genève ; Richard Perle est le conseiller de l'ombre au Pentagone ; David Wurmser est devenu conseiller du vice-président Cheney.

En 2002, l'équipe rédactionnelle du MEIB est rejointe par Daniel Pipes. Du coup, les liens entre l'USCFL et le Middle East Forum paraissent plus étroits que jamais.

Le 18 avril 2002, le représentant (républicain) du Texas, Dick Armey, déposait à la Chambre un projet de loi sur la « responsabilité syrienne » [5] avec son ami Eliot Engel, représentant (démocrate) du Bronx.

Engel était membre du Groupe de travail conjoint sur le Liban du MEF et de l'USCFL. Il s'était déjà illustré en menant campagne pour la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. Cette initiative est soutenue implicitement par le président George W. Bush, le 24 juin 2002, dans de son célèbre appel pour un nouveau leadership palestinien, que l'on sait aujourd'hui inspiré par le ministre israélien Natan Sharansky [6]. Dès lors, il apparaît clairement que la stratégie du MEF/USCFL a été adoptée par la Maison-Blanche : il s'agit de couper le soutien syrien aux mouvements de résistance palestinien, en utilisant le Liban comme moyen de pression sur Damas.

Dick Armey

Cependant, ce texte s'avère insuffisant. Aussi, le 12 avril 2003, c'est-à-dire deux semaines après le début des opérations militaires en Irak, Eliot Engel revient à la charge en introduisant un nouveau projet de loi sur « *la responsabilité syrienne et la restauration de la souveraineté libanaise* » [7]. L'article premier en explicite les objectifs :« *Pour arrêter le soutien syrien au terrorisme, mettre fin à son occupation du Liban, stopper son développement d'armes de destruction massive, cesser son importation illégale de pétrole irakien et ses cargaisons illégales d'armes et d'autres matériels militaires irakiens, et ce faisant pour rendre la Syrie responsable des sérieux problèmes de sécurité internationale qu'elle a causé au Proche-Orient, et pour d'autres buts* » [8]. Les débats parlementaires se voulurent martiaux.

Eliot Engel

Le 17 septembre, le général Michel Aoun témoigne devant les Représentants et demande aux États-Unis d'intervenir militairement pour le rendre le pouvoir qu'il a perdu quinze ans plus tôt. Pour les membres du Congrès, il était si clair que la Syrie serait leur prochaine cible qu'ils donnèrent carte blanche au président Bush pour l'attaquer lorsque cela lui paraîtrait nécessaire. La loi ne sera définitivement adoptée que le 15 octobre 2003. Mais le dispositif est déjà en place.

En septembre 2003, David Wurmser, un membre du Groupe de travail joint du MEF/USCFL, est nommé a cabinet du vice-président Dick Cheney pour préparer l'attaque de la Syrie. Wurmser et son épouse, Meyrav, ont participé à la rédaction du projet de 1996 pour Netanyahu. Meyrav est aussi l'une des fondatrices du MEMRI, une officine de propagande de Tsahal.
Le 5 octobre, jour du trentième anniversaire de la guerre du Kippour, Tsahal viole l'espace aérien syrien et bombarde des villages alentour de Damas, qui auraient abrité des « *camps terroristes* ». Au passage, les avions israéliens vont faire quelques loopings au-dessus de la maison familiale de Bachar el-Assad, montrant ainsi qu'ils sont capables de frapper où ils veulent et quand ils veulent le président syrien.

En novembre, la National Endowment for Democracy (NED/CIA) crée à Washington un groupe fantoche, la Syrian Democratic Coalition, autour du Reform Party of Syria, présidé par le marchand d'armes Farid N. Ghadry. Un congrès est organisé à Bruxelles les 18 et 19 janvier 2004, mais il échoue à trouver une personnalité à placer à la tête de la Syrie en cas de « *libération* » par les États-Unis.

Dès lors, les membres de l'USCFL cherchent à étoffer le dossier contre la Syrie [9]. Celle-ci est accusée de servir de refuge à Saddam Hussein en fuite, puis de cacher les armes de destruction massive irakiennes que l'on ne parvient pas à trouver, puis de relancer le terrorisme palestinien, etc.
L'USCFL active des soutiens politiques à l'étranger en s'appuyant sur les services du cabinet de relations publiques Benador Associates. Ainsi, une délégation comprenant Farid N. Ghadry, un représentant du général Aoun et Walid Phares, rencontre en France les anciens ministres François Léotard, Alain Madelin et Philippe de Villiers, en juillet 2004.
Il faut aussi préparer des justifications juridiques. Le 2 septembre 2004, les États-Unis, soutenus par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, font adopter par le Conseil de sécurité des Nations Unies la résolution 1559 enjoignant les forces étrangères (c'est-à-dire à la fois syriennes et israéliennes) de quitter le Liban.

La montée de la tension est soigneusement planifiée :

Le 31 mars 2004, Farid N. Ghadry lance Radio Free Syria depuis la zone turque de Chypre. La station est évidemment financée par la NED/CIA.

Dans son discours sur l'état de l'Union du 2 février 2005, le président Bush déclare aux parlementaires : « *Afin de promouvoir la paix dans le Grand Moyen-Orient, nous devons affronter des régimes qui continuent d'abriter des terroristes et cherchent à se doter d'armes de destruction massive. La Syrie permet encore que son territoire, ainsi que certaines parties du Liban, soient utilisés par des terroristes qui cherchent à détruire toute chance de paix dans la région. Vous avez adopté et nous appliquons la* Loi sur la responsabilisation de la Syrie *: nous attendons du gouvernement syrien qu'il cesse tout appui au terrorisme et ouvre la porte à la liberté* ». [10]

David Satterfield

Le 7 février 2005, le Dr Imad Mustafa, ambassadeur syrien à Washington, est convoqué au département d'État. Il est reçu par le responsable du département Proche-Orient, David Satterfield, qui le prie de transmettre au président Bachar el-Assad la « *dernière sommation* » de retirer ses troupes du Liban.

Le 14 février, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, donne le signal des opérations. L'attentat est conçu de manière particulièrement spectaculaire pour frapper les esprits. Dans les minutes qui suivent, l'USCFL diffuse un communiqué intitulé : *Mettons fin au régime ba'asiste syrien et mettons le président Émile Lahoud et les autres*

fantoches libanais à genoux. En voici le texte : « *Avec l'assassinat du Premier ministre Rafik Hariri au Liban, les ba'asistes syriens sont hors de contrôle. Qui est le prochain ? Les Syriens tuent des Américains, des Irakiens, et des Libanais et nous sommes toujours en train de discuter avec eux par la voie diplomatique. S'il vous plaît, rejoignez-nous et soyons entendus autant que nous le pouvons en écrivant et en intervenant dans chaque média possible pour faire avancer le calendrier du changement de régime en Syrie. C'est la seule manière de sauver les États-Unis des politiques extrémistes ba'asistes, de libérer le Liban, et de saver les Syriens des nazis ba'asistes. Bien-sûr, avec le premeir ministre Hariri rejoignant l'opposition et formant une équipe avec le leader druze Walid Jumblatt, cette Coalition allait obtenir la majorité des sièges à Beyrouth et faire gagner le vote chrétien... c'était la seule manière pour les Syriens d'arrêter ce processus. Les jours de la Syrie au Liban sont comptés* » [11]. Ainsi est lancée, sans aucune preuve et contre toute logique, l'accusation selon laquelle des éléments incontrôlés du Ba'as syrien auraient organisé l'assassinat. En quelques minutes, la rumeur est relayée dans le monde entier par les hommes de l'USFCL, manifestement mobilisés à l'avance.

---

[1] « Daniel Pipes, expert de la haine », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[2] Ending Syria's Occupation of Lebanon : The U.S. Role

[3] *A Clean Break, a New Strategy for Securing the Realm*, Institute of Advanced Strategic and Political Studies, Jérusalem-Washington.

[4] « Elliott Abrams, le gladiateur converti à la Théopolitique » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 14 février 2005.

[5] *Syrian Accountabilty Act*, H.R. 4483, S. 2215.

[6] « Natan Sharansky, idéologue de la démocratisation forcée », *Voltaire*, 7 mars 2005.

[7] *The Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restauration Act*, H.R. 1828, S. 982.

[8] « *To halt Syrian support for terrorism, end its occupation of Lebanon, stop its development of weapons of mass destruction, cease its illegal importation of Iraqi oil and illegal shipments of weapons and other military items to Iraq, and by so doing hold Syria accountable for the serious international security problems it has caused in the Middle East, and for other purposes* ».

[9] « La cible syrienne » par Paul Labarique, *Voltaire*, 27 janvier 2004.

[10] *To promote peace in the broader Middle East, we must confront regimes that continue to harbor terrorists and pursue weapons of mass murder. Syria still allows its territory, and parts of Lebanon, to be used by terrorists who seek to destroy every chance of peace in the region. You have passed, and we are applying, the Syrian Accountability Act -- and we expect the Syrian government to end all support for terror and open the door to freedom*.

[11] « *End Syria's Ba'athist Regime and bring President Emile Lahoud and other Lebanese puppets to their knees (February 14, 2005) With the killing of Prime Minister Rafik Hariri in Lebanon, Syrian Ba'athists are out of control. Who's next ? It is anybody's guess at this time given the timid policies of the United States vis-a-vis Syria ? Syrians are killing Americans, Iraqis, and Lebanese and we still "talk" to them through diplomacy. Please join us in being as voiceful as you can by writing and appearing on every media outlet you can think of to push for the agenda of REGIME CHANGE in Syria. This is the ONLY way to save the United States from the egregious Ba'athist policies, to liberate Lebanon, and to save Syrians from the Nazi Ba'athists. Obviously, with Prime Minister Hariri joining the opposition and teaming up with Druze leader Walid Jumblatt, his block*

was going to win the majority of the seats for Beirut and win the Christian vote... which was the only way for the Syrians to stop him. Syria's days in Lebanon are numbered ».

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

L'évolution égyptienne vue d'ici

Analyse

En Égypte, Hosni Moubarak a décidé de présenter un amendement à la constitution de son pays pour autoriser plusieurs candidats à concourir à l'élection présidentielle. Il a été adopté par le conseil de la Choura. Jusqu'ici, dans le système politique en vigueur, le chef de l'État n'était pas élu directement : le Parlement choisissait d'abord un candidat unique avant de mettre le soumettre au plébiscite. Cet amendement est vu par beaucoup d'observateurs comme le signe d'un retrait progressif du président égyptien et le début de l'organisation de sa succession. Le président Moubarak joue un rôle capital en l'Égypte car il occupe de nombreuses fonctions en plus de la présidence. Il semble qu'il organise sa succession en répartissant des postes qu'il occupe entre différentes personnalités.

La problématique qui domine toutefois dans la presse occidentale n'est pas tant celle de la passation de pouvoir à venir que le rôle de l'administration Bush et de sa politique de « démocratisation » du « Grand Moyen-Orient » dans ce processus. On se souvient en effet, que certains faucons, autour de George W. Bush, s'étaient montrés particulièrement menaçants vis-à-vis du Caire. Partant de là, c'est également la sincérité de la réforme qui est sujette à caution. Étrangement, le débat dans la presse occidentale sur cette question oppose deux enseignants égyptiens de l'université américaine du Caire, occupant par ailleurs des fonctions politiques.

Dans une interview à *Der Spiegel*, Rifaat as Said, président du parti d'opposition Tagamu, réfute toute implication de Washington dans cette libéralisation du régime. Au contraire, il voit là l'importance de son parti auprès de celui d'Hosni Moubarak. Il estime, toutefois, qu'il faudra faire attention à ce que cette réforme soit effective et surveiller qui se présentera. Cette interview rencontre un faible écho médiatique comparée à la tribune de Saad Eddin

Ibrahim, secrétaire général de l'Egyptian Independent Commission for Electoral Review et expert du cabinet Benador Associates. Ce texte est, en effet, diffusée avec une belle efficacité par *Project Syndicate*. Ainsi, en une semaine, on le trouve, entre autre, dans le *Jerusalem Post*, le *Daily Star*, le *Wall Street Journal* et le *Taipei Times*. Pour l'auteur, cette évolution s'inscrit dans une problématique plus large de « libéralisation » du monde arabe et donc dans la « guerre à la tyrannie » de Washington. Il demande toutefois à ce que l'opinion internationale reste attentive pour éviter que cet amendement ne soit un coup d'épée dans l'eau.

Grigory Iavlinsky, président du parti Iabloko, condamne la politique de Vladimir Poutine dans les ex-Républiques soviétiques dans *Inopressa*. Il reprend à son compte les accusations occidentales contre le président russe et affirme que c'est lui, et non les occidentaux, qui a tenté d'influencer le résultat des élections en Ukraine. Il appelle d'ailleurs ces derniers à intensifier leurs efforts dans les pays entourant la Russie afin de faciliter, plus tard, une prise du pouvoir par ceux qui sont qualifié ici de « libéraux » russes.
L'un des principaux outils des « révolutions » colorées chez les voisins de la Russie est l'OSCE. Cette institution a systématiquement dénoncé les élections ayant donné des résultats favorables aux candidats les plus proches du Kremlin (contre l'avis d'autres organismes internationaux parfois) et fait aujourd'hui l'objet d'une bataille budgétaire entre les États atlantistes et les alliés de la Russie. Le ministre slovène des Affaires étrangères et actuel président de l'OSCE, Dimitrij Rupel, dénonce cette situation dans le *Washington Post*. Il demande à la Russie d'accepter le budget 2005, aux pays européens et aux États-Unis de tenir compte de l'opposition russe à l'orientation prise par cet organisme et cherche une synthèse consensuelle en appelant à une concentration de l'OSCE sur les questions de sécurité. Comme d'habitude, la guerre au terrorisme est invoquée pour calmer les esprits.

L'ancien député libéral allemand, Burkhard Hirsch, dénonce dans *Die Zeit* la problématique sur laquelle se base les restrictions des libertés dans son pays au nom, justement, de cette guerre au terrorisme. Il rappelle que le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau, même si le 11 septembre a vu un événement de grande ampleur. Pourtant, bien que l'Allemagne soit bien moins exposée qu'elle ne l'a été dans les années 70, on prend prétexte d'une nouveauté du phénomène terroriste pour exiger un renforcement des pouvoirs de l'État allemand. Aussi, désormais, c'est la question même de l'État de droit en Allemagne qui est posée. On note que la presse britannique développe aujourd'hui un débat identique à propos des nouvelles directives anti-terroristes que veut appliquer Tony Blair. On fait remarquer que même au moment de l'attentat contre Margaret Thatcher dans les années 80, on n'avait pas proposé de telles mesures. De même en France, on a vu des défenseurs des libertés s'insurger contre la loi Perben avec des arguments similaires.
Dans chacun de ces cas, et ailleurs en Europe, ces questions sont strictement débattues sur le plan national, comme s'il s'agissait de politique intérieure. À l'occasion de l'adoption de la loi Perben en France, nous avions pourtant expliqué comment ces lois étaient conçues et comment ces nouvelles législations étaient le fruit des négociations de John Ashcroft avec ses homologues européens.

Enfin, héraut de l'indépendance du Kurdistan irakien après avoir été celui de l'éclatement de la Yougoslavie, l'ambassadeur Peter W. Galbraith se montre rassurant dans le *Daily Times* à propos des relations turco-kurdes. Et notamment, concernant les réactions d'Ankara à l'instauration de l'indépendance *de facto* des Kurdes irakiens dans la future constitution d'Irak. La Turquie, en réalité, aurait appris à négocier avec les actuels dirigeants kurdes et ne souhaiterait pas que les tensions avec son voisin ne ravivent les velléités d'indépendance de sa propre minorité kurde. Aussi, l'instauration d'un fédéralisme, pourtant prélude à l'indépendance, ne poserait pas de problème. Ce point de vue élude complètement les menaces d'Ankara d'une intervention armée en lien avec le traitement de la minorité turcmène en Irak.

Réseau Voltaire

Rifaat as Said

Rifaat as Said est président du parti d'opposition Tagamu, maître de conférence à l'université américaine du Caire. Il contribue au journal *Al-Ahali* et occasionnellement avec *Al-Ahram*.

« Moubarak ne se laisse rien dicter par Bush »

Source : Der Spiegel
Référence : « Mubarak lässt sich von Bush nichts sagen », par Rifaat as Said, *Der Spiegel*, 6 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Notre parti réclame les changements dans la constitution annoncés par Moubarak, depuis 1981, juste après l'assassinat d'Anouar El Saddate. Le président devrait désormais être élu au suffrage universel direct. Cela fait longtemps que Moubarak a envie d'une ouverture politique, il est vieux et voudrait rester dans les mémoires comme un réformateur. Ce n'est pas une pression des États-Unis, mais de l'opposition égyptienne et même de ses propres collaborateurs. Le nouveau point de vue de Moubarak est un peu le résultat des revendications de mon parti, le " Tagammu ". Nous avons été écoutés au sein du NPD [1]. Un dialogue sur la réforme a été accepté et la presse d'opposition est devenue aussi acerbe qu'en Europe. Moubarak n'est pas le genre d'homme à prendre des instructions de l'étranger, même de George W. Bush.

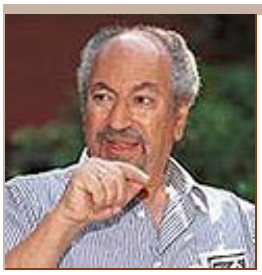
Le groupe Kifaya de George Ishak compte au mieux une centaine de membres et il est insignifiant, simplement la presse occidentale lui accorde un crédit politique. Cela fait toutefois plaisir que les forces de sécurité ne l'importunent pas, contrairement à Aiman Nur, le fondateur du parti libéral Ghad qui a déposé sa candidature depuis longtemps mais qui est toujours en détention préventive, je ne sais pour quelles raisons. Nous suivons le déroulement des choses de près, je n'ai rien contre la candidature de Moubarak tant que l'élection est démocratique. Toutefois, quand j'entends que le président du parlement Fathi Surur veut diriger la commission électorale, cela ne me met pas en confiance. Il y a des gens au sein de l'appareil d'État et du parti qui feront tout pour saboter le processus de modernisation. Je ne suis pas candidat mais nous avons

quelqu'un, nous attendons simplement de voir si les dés ne sont pas pipés. Les Frères Musulmans ne seront jamais une alternative démocratique quoi qu'ils puissent dire, car toute personne qui s'oppose à eux est un " ennemi de Dieu ". Je pense qu'Hosni Moubarak n'autorisera pas de candidature de leur part. L'histoire récente du monde islamique est pleine d'exemples horribles. L'expérience de l'État turc est encore neuve et ce qui se passe en Irak montre bien que la politique et la religion ne doivent pas être mélangées. Cela est valable aussi pour les fondamentalistes chrétiens. Les idéologues dont la réflexion se fonde sur les textes sacrés nous mènent à la perte. J'ai de bonnes raisons, que je ne donnerai pas, de croire que Gamal Moubarak, le fils du président, ne sera pas candidat, bien que je n'ai rien contre ce principe. Il n'est pas impossible que le nouveau président ne vienne pas de la maison Moubarak.

---

[1] parti national-démocratique, plus de 85% des sièges au parlement

Saad Eddin Ibrahim



Ancien détenu politique égyptien, Saad Eddin Ibrahim est professeur à l'université américaine du Caire. Il est secrétaire général de l'Egyptian Independent Commission for Electoral Review et membre de l'International Institute for Strategic Studies. Il est expert du cabinet Benador Associates.

« La démocratie sur le Nil ? »

Source : Jerusalem Post
, Daily Star
, Wall Street Journal
, Taipei Times
Référence : « Democracy on the Nile ? », par Saad Eddin Ibrahim, *Jerusalem Post*, 3 mars 2005.
« Uniting against tyranny-as-usual on the Nile », *Daily Star*, 3 mars 2005.
« A Crack in the Sphinx », *Wall Street Journal*, 6 mars 2005.
« Is democracy developing on the Nile river », *Taipei Times*, 7 mars 2005.

La décision surprise du président Hosni Mubarak de proposer un amendement constitutionnel qui autorise des élections présidentielles directes et concurrentielles pourrait bien être un pas de géant pour la démocratie en Égypte et dans le monde arabe. Le système actuel n'autorise les Égyptiens qu'à se rendre au bureau de vote tous les six ans pour voter pour ou contre le seul candidat. C'est pour cela que Moubarak est régulièrement élu avec 90 % des voix mais un très faible taux de participation. En Syrie et en Irak, les hommes forts avaient fait mieux en demandant que le nom et l'adresse des votants soient notés au dos des bulletins.
Beaucoup ont affirmé que la démocratisation du Moyen-Orient n'irait pas loin tant que l'Égypte ne serait pas pleinement engagée dans le processus et cela passe par un amendement de la constitution, c'est désormais chose faite. C'est pourquoi l'annonce de Moubarak est importante. D'autant plus que cela a lieu dans un contexte où la Turquie, le Maroc se démocratisent également, que cette voie est suivie en Irak, en Palestine dans un moindre degré en Arabie saoudite. La population fait entendre sa voix au Liban et en Égypte aussi ; c'est la pression populaire qui secoue le régime. Toutefois, l'opposition veille à ce que les changements constitutionnels ne soit pas que de la poudre aux yeux comme

en Tunisie.
Moubarak devrait s'engager à ce qu'aucun président ne puisse avoir plus de deux mandats de cinq ans. Si elle est bien mise en place, cette réforme peut s'inscrire dans un printemps arabe de la liberté.

Grigory Iavlinsky

Ancien champion de boxe d'Ukraine et économiste de formation, Grigory Iavlinsky est le leader du parti libéral centriste Iabloko.

« Poutine ne contrôle plus l'ancien empire »

Source : Inopressa
Référence : « ••••• •••••• •• •••••••••••• •••••• ••••••• », par Grigory Iavlinsky, *Inopressa*, 7 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Vladimir Poutine ne comprend rien a ce qui se passe dans les anciennes républiques soviétiques. Il a pensé qu'il avait carte blanche avec ses anciens satellites et que la société internationale ne remarquerait rien. Il ne s'intéresse ni aux Droits de l'homme, ni à la démocratie, il ne peut pas comprendre que l'on puisse se battre contre des machinations préélectorales comme en Ukraine.
Ce qui se passe en Ukraine revêt une très grande importance ; si l'économie se redresse, si l'on continue à résoudre les problèmes en étant fidèles à l'esprit européen, alors ce pays deviendra un modèle. La situation est tendue à Kiev. Si elle évolue de façon négative, alors cela deviendra problématique pour ce pays, qui sera sans gouvernement, mais aussi pour la Russie. La volonté du peuple de s'élever contre les falsifications des élections ne signifie rien et peut être ignorée en Russie.
Les démocraties occidentales ne font pas assez pour des pays comme l'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie, il n'y a pas de stratégie vis-à-vis de la Russie et des pays de l'ancienne Union Soviétique. Les Américains s'en tiennent strictement à la *realpolitik* : si la Biélorussie avait eu une frontière commune avec l'Afghanistan, son président Alexandre Loukatchenko serait vraisemblablement devenu le meilleur ami de George W. Bush.

Dimitrij Rupel

Dimitrij Rupel est ministre des Affaires étrangères de Slovénie et président en exercice de l'OSCE.

« Les échos de la Guerre froide »

Source : Washington Post
Référence : « Cold War Echoes », par Dimitrij Rupel, *Washington Post*, 7 mars 2005.

Quand mon Premier ministre a affirmé que la Slovénie assurerait la présidence de l'OSCE en 2005, je savais que cela représenterait un défi. Nos 55 États membres font face à des problèmes de sécurité liés au terrorisme, aux trafics humains et aux conflits en Géorgie et en Moldavie. L'OSCE est dans une position unique pour y répondre. Je ne m'imaginais pas que nous passerions les premiers mois de notre présidence à discuter du budget et du financement de l'organisation. Cette question paralyse pourtant l'action de l'organisation.
La fédération de Russie et d'autres pays de la CEI accusent l'OSCE d'avoir une politique de deux poids deux mesures, de trop se concentrer sur les élections et les Droits de l'homme et pas assez sur les questions de sécurité. Les États-Unis et l'Union européenne sont pourtant pour leur part satisfaits de cette évolution vers une dimension humaine. Cet affrontement nous rappelle la Guerre froide et entraîne un risque pour l'OSCE.
Cette organisation est née dans les années 70 lors du sommet d'Helsinki, et a permis d'instaurer un dialogue entre superpuissances. Après l'effondrement du communisme , nos dirigeants ont réinventé l'organisation pour qu'elle serve à la prévention des conflits. L'OSCE a réalisé cette tâche tout en aidant les pays en transition qui ont demandé son aide pour les questions de sécurité.
Il faut que la Russie cesse de bloquer le budget, mais les États-Unis et l'Union européenne doivent tenir compte des préoccupations russes. Il faut que les chefs d'État portent également leur attention sur les questions de sécurité.

Burkhard Hirsch

Burkhard Hirsch est ancien député allemand du FDP et vice-président du Bundestag.

« Attention à la fin amère ! »

Source : Die Zeit
Référence : « Wehret dem bitteren Ende ! », par Burkhard Hirsch, *Die Zeit*, 3 mars 2005.
Ce texte est adapté d'une interview.

Le citoyen a le droit à une protection effective de ses droits, à la liberté et à la sécurité ; il a aussi le droit d'être protégé des décisions irréfléchies de l'État. Les attentats du 11 septembre 2001 ont été un choc mais ils n'ont pas changé le monde. Il y a déjà eu par le passé des attentats suicides par aveuglement religieux, des détournements d'avions, des attentats à l'explosif qui firent de nombreux morts. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de la provocation et du crime. Ce qui est nouveau et faux, c'est l'idée que l'on peut vaincre le terrorisme par la guerre. Ce qui est mal venu, c'est le désintérêt pour la question : pourquoi

les auteurs de l'attentat, familiers du langage de l'Occident, ont précisément pris pour cible le Pentagone et le World Trade Center ?
Ce n'est pas avec les gros sabots du pouvoir que l'État est venu à bout de la Fraction armée rouge, alliée au crime organisé, mais par une mise sous tutelle silencieuse et bienveillante. Désormais c'est la détention préventive, la surveillance électronique des données, de la voix, des informations bancaires, la conservation des données concernant les gens dont la personnalité les prédispose à commettre un crime dans l'avenir. Nous avons vécu la chasse aux " islamistes dormants ", le droit des étrangers semble avoir disparu des catégories policières. Et la liste des atteintes aux libertés n'est pas exhaustive. Nous devons décider si nous voulons rester un État de droit ou non. C'est un devoir important pour l'État de protéger les droits des citoyens mais il n'est pas pour autant omnipotent parce que son parlement est démocratiquement élu.
Nous avons besoin d'un gouvernement qui garde la mesure, d'un parlement qui s'oppose à une loi, non en fonction de l'arithmétique des courants, mais parce qu'elle bouleverse fondamentalement notre culture juridique. Les nouvelles frontières constitutionnelles ne nous diront pas comment apaiser les conflits ethniques, économiques ou culturels qui pullulent. Il ne peut pas y avoir de liberté culturelle sans liberté collective. La liberté individuelle et le droit à une vie privée sont les valeurs centrales de notre loi fondamentale. C'est aussi ce qui fait la force intégrante de notre constitution. " On combat les ennemis de l'État de droit en améliorant celui-ci, on ne défend pas la liberté en la restreignant ", c'était la conception humaniste d'Otto Schilly en 1978 et c'est encore valable aujourd'hui.

Peter W. Galbraith

Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith fut négociateur des accords de Dayton, puis premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au National War College. Il était présent dans la zone d'où est partie la rébellion kurde, en 1991, et est favorable à la création d'un Kurdistan indépendant.

« Pour les Kurdes irakiens et la Turquie, la fièvre est préférable à la mort »

Source : Daily Star
Référence : « For Iraqi Kurds and Turkey fever sure beats death », par Peter Galbraith, *Daily Star*, 7mars 2005.

« Cet endroit n'existe pas ». C'est ce qu'a déclaré un officier de renseignement turc à mon fils en réagissant à la vue d'un jeu d'échec venant du Kurdistan irakien et stipulant cette provenance. Pourtant, à 50 mètres, on trouve un panneau " Kurdistan d'Irak ". la question est " combien de temps le " d'Irak " va rester sur le panneau " ?
En effet, le drapeau irakien ne flotte pas à la frontière quand le drapeau kurde est partout. Il n'y a pas de représentants du gouvernement de Bagdad au Kurdistan et il n'y a pas de militaires irakiens au Kurdistan. S'il fallait un signe supplémentaire du souhait d'indépendance, on regardera les résultats du référendum consultatif sur l'indépendance qui a donné 97 % en faveur du oui.
Le jeu d'échec a été offert à mon fils par Jalal Talabani, tête de liste lors des dernières élections, qui a remporté 26 % des suffrages, ce qui en fait un

personnage incontournable. Sa liste devrait soutenir la liste chiite en échange d'un maintien dans la constitution de l'actuel degré d'indépendance du Kurdistan, de l'arrivée de Kirkouk avec ses champs de pétrole dans le Kurdistan et de l'élection de Talabani à la présidence de l'Irak.

La Turquie n'accepte pas ce genre de développement, mais comme elle n'a pas de moyens de peser politiquement en Irak, elle réfléchit à une option militaire. Elle sait toutefois que cela endommagerait gravement sa relation avec Washington et l'empêcherait définitivement d'adhérer à l'Union européenne.

En fait, depuis 1991, la Turquie a des relations cordiales avec les dirigeants kurdes et elle a compris que si elle ne veut pas de l'indépendance, elle doit soutenir le fédéralisme en Irak.